

Arrêté n° DCPAT 2024-0206 du 29 AOUT 2024

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société Pigeon Granulats Centre Ile-de-France – lieu-dit « le Petit Cutesson » à Parigné-l'Évêque
Mise en demeure**

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de la Légion d'honneur ;
Chevalier de l'ordre national du Mérite ;

Vu le code de l'environnement notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 et R. 516-1 ;

Vu l'article R.516-1 du code de l'environnement susvisé qui dispose que : « Les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières et dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale sont : 2° Les carrières. » ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs rubriques n° 2516 ou 2517 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 9802024 du 29 mai 1998 délivré à la société Brûlé Exploitation de Carrières (S.B.E.C) pour l'exploitation et le traitement de matériaux de carrière sur l'installation se situant au lieu-dit « Le Petit Cutesson » sur le territoire de la commune de Parigné-l'Évêque ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DIRCOL 2015-0207 du 12 novembre 2015 autorisant le changement d'exploitant au profit de la société Pigeon Granulats Centre Île-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCPAT 2020-0113 du 7 mai 2020 autorisant la société Pigeon Granulats Centre Ile-de-France à prolonger l'exploitation d'une carrière se situant au lieu-dit « Le Petit Cutesson » à Parigné-l'Évêque jusqu'au 29 mai 2020 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°DCPAT 2020-0275 du 27 novembre 2020 modifiant et complétant l'arrêté préfectoral du 29 mai 1998 sus-visé et notamment en autorisant à recycler des matériaux inertes extérieurs et de mettre en place une station de transit de matériaux inertes extérieurs ;

Vu l'article 1.3.1 « Situation de la carrière » de l'arrêté préfectoral du 29 mai 1998 susvisé qui dispose que : « Les parcelles concernées sont cadastrées, section H, n° 527 - 1341 - 1345 - 1347. » ;

Vu l'article 2.1 « Périmètre de l'exploitation » de l'arrêté préfectoral du 29 mai 1998 susvisé qui dispose que : « L'autorisation d'exploitation est accordée sous réserve du droit des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire. Elle est accordée sans préjudice de l'observation de toutes les réglementations

applicables notamment celles relatives : à l'exploitation des carrières, aux installations classées, à la voirie des collectivités locales, au travail. » ;

Vu l'article 4.5 « Plan de surveillance des émissions de poussières » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 novembre 2020 susvisé qui dispose que : « Compte-tenu des risques d'émissions de poussières supplémentaires, l'exploitant met en œuvre un plan de surveillance des retombées de poussières conformément aux dispositions de la norme NF X 43-01. » ;

Vu l'article 5.3 « Mesures acoustiques » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 novembre 2020 susvisé qui dispose que : « Compte-tenu des risques de nuisances sonores engendrées par les nouvelles activités, l'exploitant met en œuvre deux points de suivi supplémentaires qui devront être opérationnels lors des prochaines campagnes de mesures acoustiques. » ;

Vu l'article 5.2.4 « Eaux de ruissellement » de l'arrêté préfectoral du 29 mai 1998 susvisé qui dispose notamment : « Les eaux sont rassemblées en un point bas de la carrière, décantées dans un bassin prévu à cet effet, puis contrôlées avant rejet au ruisseau "Roule Crottes". » ;

Vu les articles 5.1.4 « Capacités de rétention » de l'arrêté préfectoral du 29 mai 1998 susvisé qui dispose que : « Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. » ;

Vu l'article 5.1.5 « Produits dangereux » de l'arrêté préfectoral du 29 mai 1998 susvisé qui dispose que : « Les réservoirs sont étiquetés et équipés de manière que la nature du produit et le niveau puissent être vérifiés à tout moment. » ;

Vu l'article 5.1.6 « Ravitaillement et entretien des véhicules et engins » de l'arrêté préfectoral du 29 mai 1998 susvisé qui dispose que : « Le ravitaillement et l'entretien des véhicules et engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et relié à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. » ;

Vu l'article 4.3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 29 mai 1998 susvisé qui dispose que : « Les travaux de remise en état seront exécutés en 4 phases quinquennales comprenant chacune : le profilage des talus à 45 ° maximum, le nivellement du plancher de l'excavation, la mise en place des remblais inertes et des stériles de l'exploitation, le boisement général. Les niveaux finis des terrains remis en état seront compris entre 103 m IGN au sud et 115 m IGN au Nord. » ;

Vu l'article 16 bis (plan de gestion des déchets d'extraction) de l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 susvisé qui dispose que : « L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. [...] Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet. » ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 18 juillet 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que, lors de la visite d'inspection en date du 4 juillet 2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- la visite a confirmé le débordement des remblais sur la partie Est du site et un débordement du stockage de négoce sur la bordure Ouest du périmètre de l'exploitation qui apparaissent sur le plan d'exploitation de 2023 ;
- la surveillance des retombées de poussières n'a pas encore été réalisée ;
- le rapport de contrôle des émissions sonores dans l'environnement n'intègre pas de mesure au niveau des deux points supplémentaires et les campagnes de mesures ont été réalisées lors des activités de transit et négoce mais aucune mesure ne correspond à la présence du groupe mobile (concassage criblage) en fonctionnement sur le site ;
- aucun contrôle de la qualité de l'eau avant rejet dans le ruisseau le « Roule Crottes » n'a été réalisé ;

- il a été constaté lors de la visite un conteneur aménagé en atelier contenant une cuve d'hydrocarbure de 1000 L susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sans capacité de rétention. Le réservoir n'est pas étiqueté et ni équipé de manière que la nature du produit et le niveau puissent être vérifiés à tout moment. Le ravitaillement des véhicules et engins ne se fait pas sur une aire étanche entourée par un caniveau relié à un point bas pour la récupération des eaux ou liquides résiduels ;
- il n'y a pas d'acte de cautionnement valide au titre des garanties financières ;
- les niveaux finis des terrains remis en état ne respectent pas les cotes limites de 103 m IGN au sud et 115 m IGN au Nord. L'apport de déchets inertes continue et atteint jusqu'à 118 mètres NGF ;
- le plan de gestion des déchets d'extraction du site n'a pas été mis à jour et transmis au préfet.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 1.3.1, 2.1, 4.3.2.4, 5.1.4, 5.1.5, 5.1.6 et 5.2.4 de l'arrêté préfectoral n° 9802024 du 29 mai 1998, des articles 4.5, 5.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°DCPPAT 2020-0275 du 27 novembre 2020, de l'article R.516-1 du code de l'environnement et de l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisés ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Pigeon Granulats Centre Ile-de-France de respecter les prescriptions des articles 1.3.1, 2.1, 4.3.2.4, 5.1.4, 5.1.5, 5.1.6 et 5.2.4 de l'arrêté préfectoral n° 9802024 du 29 mai 1998, des articles 4.5 et 5.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°DCPPAT 2020-0275 du 27 novembre 2020, de l'article R.516-1 du code de l'environnement et de l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté de mise en demeure a été porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 30 juillet 2024 reçu le 1^{er} août 2024, et que celui-ci n'a présenté aucune observation dans les délais impartis ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe ;

ARRÊTE

Article 1

La société Pigeon Granulats Centre Ile-de-France dont le siège social se situe 54 avenue de L'Atlantique à Laval (53000) exploitant une carrière au lieu-dit « Le Petit Cutesson » sur la commune de Parigné-L'Évêque (72250), est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté :

- l'article 5.2.4 de l'arrêté préfectoral n° 9802024 du 29 mai 1998 et l'article R.516-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un mois ;
- les articles 1.3.1, 2.1, 4.3.2.4, 5.1.4, 5.1.5, 5.1.6 de l'arrêté préfectoral n° 9802024 du 29 mai 1998, l'article 4.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°DCPPAT 2020-0275 du 27 novembre 2020 et de l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisés, dans un délai de deux mois ;
- l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°DCPPAT 2020-0275 du 27 novembre 2020, dans un délai de trois mois ;

À cet effet, l'exploitant doit :

- supprimer les débordements de remblais dans la partie Est et ceux de stocks ou stériles dans la partie Ouest faits hors des limites de l'autorisation ;
- mettre en œuvre le plan de surveillance sur les retombées de poussières et respecter les articles 39 et 57 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 novembre 2012 susvisé applicables aux installations enregistrées sur la surveillance de la qualité de l'air ou des retombées des poussières ;

- effectuer de nouveaux contrôles des émissions sonores dans l'environnement en intégrant les points supplémentaires et une nouvelle campagne de mesurage doit être réalisée par l'exploitant en présence du groupe mobile lors des périodes de concassage ;
- contrôler les eaux avant rejet au ruisseau du « Roule Crottes » au regard des paramètres de l'article 5.2.4.2 de l'arrêté préfectoral du 29 mai 1998 susvisé (PH, Température, MEST, DCO, hydrocarbures) ;
- se mettre en conformité avec l'arrêté préfectoral de 1998 susvisé et l'arrêté ministériel de 1994 susvisé concernant les aires étanches et la rétention nécessaires pour éviter la pollution des eaux et des sols ;
- actualiser l'acte de cautionnement au titre des garanties financières et le transmettre au préfet. Cette transmission doit être complétée par les éléments pour le calcul du montant de référence des garanties financières listés à l'annexe II de l'Arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- remettre en état la surface identifiée sous l'intitulé de « remblais inertes » au plus à la cote maximale et selon le profilage définis dans les conditions de son arrêté préfectoral. Les inertes non autorisés en remblais doivent être évacués. L'exploitant doit justifier de la qualité inerte des déchets présents et leur aptitude à permettre la remise en état prévue (boisement) ;
- transmettre un plan de gestion des déchets d'extraction tel que défini dans l'arrêté ministériel de 1994 susvisé au préfet. Il doit comprendre l'ensemble des informations prévues par cet arrêté ministériel de 1994.

Article 2

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1 dans les mêmes délais.

Article 3

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique suspend le délai du recours contentieux ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application télérécoeurs citoyens accessible à partir du site www.telerecoeurs.fr

Article 5

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception et conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, cette décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans le département (www.sarthe.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6

Le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, le maire de Parigné-l'Évêque, la directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Pays de la Loire, et l'Inspecteur de l'Environnement - spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,


Éric ZABOURAEFF